

Romani

English

Français

Insights

01 / 2007

www.ertf.org

20/08/2007

Chèr(e) délégué(e),
Chèr(e) membre du réseau du Forum,

Voici le premier numéro d'*Insights*, le bulletin d'informations électronique du Forum européen des Rroms et de gens du voyage. *Insights* vous informera sur les développements à l'intérieur et au delà du Forum. *Insights* paraître de façon irrégulière, chaque fois que des informations doivent être distribuées.

Nous vous invitons chaleureusement à nous envoyer vos contributions. Gardez cependant à l'esprit que *Insights* est publié dans les trois langues du Forum et que les textes que vous soumettez doivent être traduits. Les textes qui ne peuvent pas être traduits en raison de leur longueur seront annexés dans une section à part à la fin d'*Insights*. Vous pouvez bien-sûr nous envoyer vos propres traductions.

Nous vous prions de bien vouloir rédiger vos textes dans une langue compréhensible par tous. Si vous vous référez à des développements particuliers dans votre pays veuillez inclure des informations de fond.

Le Secrétariat du forum se réserve le droit de refuser les textes inadaptés ou de suggérer des modifications.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !

Le Secrétariat du Forum Européen des Rroms et des gens du Voyage



**Forum européen des
Rroms et Gens du voyage**

c/o Council of Europe
Bâtiment G - 1 quai Jacoutot
F - 67075 Strasbourg
Tel.: + 33 (0)3 90 21 53 50
Fax: + 33 (0)3 90 21 44 34
E-mail: ertf@ertf.org
ertf@coe.int

Dans cette édition

A la Une

Nous avons aujourd'hui les moyens d'influencer la politique, Interview avec M. Rudko Kawczynski, Président du Forum Européen des Roms et des gens du Voyages

Actualités

- Les Roms doivent faire partie des négociations sur le statut du Kosovo
- Le Forum des Roms rencontre le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés
- La FERV signale l'abus d'un rapport de la FRA dans campagne contre les Roms
- Le directeur pour les droits de l'Homme se réunit à Prague

En bref

- La Commission Européenne devrait rappeler aux Etats-membres leurs responsabilités envers les Roms
- Elections en Italie
- Court répit pour les réfugiés kosovars en Bosnie
- Le Forum rencontre le Comité Economique et Social
- Le Forum soumet son rapport d'activité au Comité des Ministres
- Le Forum soumet un nouveau projet à la Commission
- Les préparatifs pour la prochaine plénière ont été lancés
- Nomination des auditeurs internes

Conférences et réunions

Bourses et financements (en anglais)

Offres d'emploi

A la Une

“Nous avons aujourd’hui les moyens d’influencer la politique ”

Entretien avec M. Rudko Kawczynski, président du Forum européen des Roms et des gens du voyage



Rudko Kawczynski, 53 ans, est le premier président élu du Forum européen des Roms et des gens du voyage. Issu des mouvements sociaux il veut utiliser les moyens d'un O.N.G. pour influencer les processus politiques et obtenir une amélioration des conditions de vie des Roms.

Le Forum Européen des Roms et des gens du voyage a été établi il y a quatre ans quand l'organisation a été inscrite dans le registre des associations de la ville de Strasbourg. Qu'est-ce que vous ressentez lorsque vous regardez en arrière sur ces quatre années?

Rudko Kawczynski : D'abord, il ne s'agit pas seulement de quatre ans. Nous avons travaillé 17 ans pour accomplir notre rêve, et c'est seulement grâce à l'initiative de la présidente finlandaise, Madame Tarja Hallonen, et à l'appui des gouvernements finlandais et français que le Forum a finalement pu être établi. Les quatre dernières années étaient particulièrement difficiles parce que nous avons entamé des négociations avec le Comité des Ministres sur la conclusion

d'un accord de partenariat. Ça signifie que nous avons dû obtenir un consensus, un consensus à 46 [les Etats-membres du Conseil de l'Europe] et nous avons réussi. Voilà pourquoi c'était aussi un moment de grande responsabilité et de satisfactio.

Quels sont les plus grands défis pour faire fonctionner une organisation comme le Forum ? Est-ce que vous pensez que vous recevez suffisamment d'appui aussi bien des Roms que des non-Roms ?

RK : Nous avons la tâche de réunir tout un réseau d'organisations dans 47 pays, un territoire beaucoup plus grand que l'Union Européenne. Nous avons affaire à des différences linguistiques, culturelles, et religieuses. Ces différences se répercutent au quotidien sur notre travail, sur les relations que nous avons entre nous, Roms, Manouches, gens du voyage et autres groupes, mais également sur nos échanges avec les organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe.

Pourriez-vous nous donner quelques exemples ?

RK : Par exemple, nous avons dû faire face à des problèmes dans la mise en oeuvre de l'accord de partenariat avec le Conseil de l'Europe. En tant qu'organisation non-gouvernementale nous ont un statut particulier par rapport

au Conseil de l'Europe qui nous permet de travailler au sein de ses structures. Mais en même temps, nous avons aussi affaire avec ces structures.

Vous pouvez facilement vous imaginer que le mariage de ces deux organisations n'a pas été facile. Nous avons d'un côté le Conseil de l'Europe avec ses conceptions et ses façons de fonctionner. Nous, de notre côté, nous devons tout faire pour aider nos gens autant et aussi vite que possible. Ceci a été un des plus grands défis.

Un autre problème a été la coopération au sein-même du comité exécutif. Notre comité exécutif est composé de dix personnes, des personnes venant de différents pays et milieux sociaux, qui appartiennent à différents courants politiques: Certains membres de notre comité exécutif sont membres des partis politiques qui sont au pouvoir. Mais nous avons aussi d'autres personnes qui comme moi viennent des mouvements sociaux et qui ne sont pas prêts à faire des compromis lorsqu'il s'agit de questions de droits de l'Homme.

Vous avez déjà évoqué l'accord de partenariat avec le Conseil de l'Europe. Qu'est-ce que cet accord a apporté concrètement au Forum et aux communautés roms ? Dans quelle mesure a-t-il aidé le Forum dans la réalisation de ses buts qui

d'après ses statuts sont de "favoriser l'exercice effectif par Roms et voyageurs de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales comme protégées par les instruments juridiques du Conseil de l'Europe et d'autres instruments juridiques internationaux là où applicable"?

RK : L'accord de partenariat nous donne la possibilité unique d'avoir une influence directe sur les politiques du Conseil de l'Europe et, par l'intermédiaire de celui-ci, sur le respect des droits de l'Homme dans les Etats-membres du Conseil de l'Europe. En même temps nous avons, et ceci est également unique, un accès direct aux Etats-membres du Conseil de l'Europe par l'intermédiaire des ambassades. Nous pouvons donc soulever les problèmes dans le cadre d'entretiens bilatéraux.

Mais c'est ce que nous devons expliquer à nos gens: Nous ne sommes pas ici à la Commission Européenne. Il n'y a pas d'argent à distribuer. Ceci est un endroit où les droits de l'Homme sont protégés, et où nous devons être présents comme la voix de nos gens. Voilà l'ambition du Forum, d'être la voix des Roms, la voix de ceux qu'on n'a pas encore écoutés.

Quel est à l'heure actuelle votre principal souci?

RK : Mon plus grand souci est la montée de l'anti-tziganisme en Europe. Nous vivons actuellement une renaissance de l'anti-tziganisme, des persécutions contre les Roms, une recrudescence des stéréotypes, une

ségrégation et une exclusion croissantes. Une des expériences les plus terribles que nous avons vécues ces dernières années c'est la persécution des Roms au Kosovo. La communauté internationale a échoué dans le conflit yougoslave. Elle n'a pas oublié les Roms; elle les tout simplement exclus. On ne voulait pas des Roms dans tout ce processus. 200 000 Roms ont été chassés du Kosovo. Plus d'un million de personnes ont quitté l'ancienne Yougoslavie et cherché l'asile en Europe occidentale. C'est après la deuxième guerre mondiale l'un des plus grands défis pour le Forum. Notre crédibilité dépendra de notre capacité d'obtenir un maximum pour nos gens, de leur garantir une vie décente.

Quand le forum a été établi il y avait différentes idées sur ce que le Forum devrait être. Certains avaient en vue une autre forme de représentation politique. Est-ce que vous pensez-vous que vous avez pu convaincre ceux qui étaient en désaccord avec vous, ou est-ce qu'ils ont finalement eu raison ?

RK : J'espère que nous n'avons pas pu faire taire les voix critiques puisqu'il faut toujours des voix contradictoires si on veut progresser. En fait je crois que nous sommes nous-mêmes ceux qui nous critiquent le plus.

Il fallait trouver un compromis et nous l'avons trouvé. Conclure un compromis ne signifie pas qu'on obtient le meilleur, ni le pire. Je me sens un peu inquiet par le fait que les partis politiques roms répercutent leurs intérêts politiques nationaux à

l'intérieur du Forum. Nous avons été conscients de ce problème dès le début, mais nous avons quand-même voulu réunir toutes les organisations politiques et autres au sein du Forum qui devait être un lieu où tous ces différends ainsi que d'autres questions comme par exemple la situation des femmes ou les différences religieuses devaient être discutées, et où nous nous unissons pour lutter contre le racisme et l'anti-tziganisme.

Qu'est-ce que le Forum a réalisé jusqu'ici ? Est-ce qu'il eu un effet palpable sur la vie des Roms en Europe ?

RK : Je l'ai toujours répété, aussi comme président du Forum, nous devons faire attention à ne pas accepter de jouer le rôle de bouc émissaire comme si nous étions en mesure de changer grand-chose. C'est en effet les Etats qui décident de façon souveraine sur la politique dans leur pays, de la politique dans le domaine de l'éducation, du social, sur le maintien de l'ordre et la question des minorités.

Les organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe peuvent fixer des normes, mais il revient aux Etats pour mettre ces normes en place. Nous, le Forum, nous n'avons aucun pouvoir de réaliser quoi que ce soit, mais nous avons aujourd'hui une possibilité que nous n'avons pas eu dans le passé d'être écoutés, d'exercer une influence sur les processus politiques en utilisant tous les moyens qui sont à disposition d'une O.N.G. pour assurer que les droits des Roms sont respectés.

Il est tout à fait certain que les choses ne changeront pas dans l'immédiat, mais il est tout aussi certain que sans le Forum elles ne changeront pas du tout.

Certains disent que le Forum n'est pas vraiment visible dans leur pays. Beaucoup de Roms ne connaissent même pas le nom de leurs représentants nationaux. Comment vous expliquez-vous ce fait ?

RK : C'est en effet une question difficile que j'ai moi-même des problèmes à comprendre. Mais une des raisons est certainement que nous n'avons ni les moyens financiers ni les employés pour préparer et lancer des campagnes publiques rapides et efficaces. Mais nous sommes en train d'améliorer les choses.

Nous sommes toujours au début d'un long processus. Nous sommes actuellement sur le point de mettre en place les fédérations nationales du Forum dans les différents pays qui peuvent vraiment représenter les intérêts des Roms. Et nous sommes entrain de construire notre réseau. Voilà pourquoi nous avons sollicité un financement de la Commission d'Européenne.

C'est là où nous en sommes maintenant, entrain de mettre en place une représentation efficace des intérêts des Roms, et ce sera une de nos principales charges pour les prochaines années. Ce sera un processus difficile et douloureux particulièrement pour ceux qui ont jusqu'ici eu une vie agréable comme experts ou leaders roms auto-déclarés.

Dans ce contexte, je voudrais également dire que je me fais des soucis par rapport à la tendance de certaines fondations de combattre les organisations roms en mettant en place leur propre système de représentation. Pire, il y a de plus en plus de fondations et d'organisations internationales qui se comportent comme des O.N.G. et entrent en compétition pour les financements.

Quel est pour vous le futur du Forum ? Est-ce que le Forum restera toujours une organisation parmi d'autres comme il est souvent perçu surtout par les non-Roms ou vous est-ce que vous avez autre chose en tête ? Quelles seront vos prochaines étapes afin de réaliser vos buts ?

RK : Le Forum n'est pas une organisation parmi d'autres. C'est une organisation qui est faite d'autres organisations. Pour la première fois depuis 1937, les Roms ont réussi à mettre en place une structure internationale indépendante [en 1937, plusieurs dizaines d'organisations roms se sont rassemblées à Varsovie pour créer une organisation internationale rom qui a été détruite par les Nazis].

Et nous ne sommes pas simplement une organisation ; nous sommes le représentant en Europe des intérêts des Roms et d'autres groupes associés aux Roms. Nous avons mis en place des procédures démocratiques afin de trouver des solutions communes à des problèmes communs. Je voudrais seulement mentionner le projet de développement d'une «charte européenne des droites des Roms» qui sera une espèce de programme politique, mais aussi un man-

dat pour le Forum pour discuter avec le Conseil de l'Europe comment nos revendications peuvent rentrer dans les législations nationales. C'est une charge à moyen et à long terme, mais qui n'en est pas moins importante. Nous devons faire en sorte que nos gens puissent jouir des memes normes dans tous les pays.

Si vous aviez un souhait quel serait-il ?

RK : Si j'avais un souhait il serait tout à fait modeste : Je souhaiterais que nous puissions impliquer plus de personnes qualifiées dans notre travail.

Si tout était à recommencer est-ce que vous seriez toujours disponible pour faire le travail ?

RK : Comment pouvez-vous me demander une telle chose ! Si je devais recommencer, ça signifierait que rien n'aurait changé! Bien sur c'est autre chose que de demander si ce travail n'est pas trop exigeant et mène à l'épuisement avec le temps, parce que c'est en effet un travail très difficile.

Ce n'est pas un travail au sens propre. Je me bats pour le changement, pour le changement dans la vie de mes enfants, de mes petits-enfants et des enfants de mes petits-enfants. Aussi pour ma famille et mes amis, pour tout le groupe et pour moi-même. Voilà pourquoi je n'ai pas vraiment le choix. La question n'est pas de faire ce travail ou de ne pas le faire. Je fais tout simplement partie de tout ce processus.

ERTF

Actualités

Les Roms demandent à faire partie des négociations sur le statut du Kosovo

Strasbourg, 1 août 2007 : Dans une lettre adressée aux membres du groupe de contact pour les Balkans le président du Forum européen de Roms et des gens du voyage, M. Rudko Kawczynski, a réitéré sa demande pour une participation des Roms du Kosovo dans le processus de négociations sur le statut du Kosovo. M. Kawczynski affirme que la reprise des négociations constitue une chance pour un processus vraiment englobant qui tiendrait compte des droits et des intérêts de tous les ressortissants du Kosovo.

"Les négociations précédentes étaient compromises par le fait qu'elles n'ont pas inclus les Roms qui sont la troisième communauté du Kosovo," a dit le président de l'organisation qui a son siège à Strasbourg. "Les Roms du Kosovo qui ont été les principales victimes de la guerre et du nettoyage ethnique ont tout simplement été laissés de côté."

Kawczynski a particulièrement insisté sur la nécessité d'inclure la Diaspora aux entretiens. "La résolution 1244 (1999) du Conseil de Sécurité de l'ONU garantit leur droit au retour. Il serait donc tout à fait normal qu'ils aient un droit de parole sur les développements politiques qui touchent l'avenir de leur patrie."

Rappelant les recommandations de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour la revue des standards, M. Kai Eide, et les appels du groupe de contact invitant les communautés non-albanaises du Kosovo à participer aux entretiens il a demandé à ses représentants de créer les conditions pour des entretiens véritablement représentatifs qui tiendraient compte des intérêts de tous les ressortissants du Kosovo et, en particulier, des Roms.

"Il ne peut pas y avoir de règlement juste du statut du Kosovo si les droits et les intérêts des Roms ne sont pas respectés," affirme le Président du forum européen des Roms et des gens du voyage dans sa lettre. Il affirme aussi que toute autre solution reviendrait à entériner les résultats du nettoyage ethnique.

La nouvelle initiative du Forum intervient après l'échec de tentatives précédentes de participer aux négociations qui étaient organisées par un groupe de négociateurs internationaux sous la direction de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour les négociations sur le statut, M. Martti Ahtisaari. Les négociateurs internationaux avaient décliné toute responsabilité et suggère au Forum de s'adresser aux équipes de Pristina ou de Belgrade.

Le Forum a également essayé d'obtenir des informations sur le processus de rédaction d'une constitution pour un Kosovo indépendant qui est actuellement dirigé par un groupe de travail international. Encore une fois les représentants de la communauté internationale se sont déclarés non responsable.

Près de 200 000 Roms vivaient au Kosovo avant la guerre. La plupart d'entre eux ont été chassés. Ceux qui restent se retrouvent en marge de la société et vivent isolés et sous peur dans des ghettos.

FERV

Joindre le réseau du Forum

Si vous voulez devenir membre du réseau du Forum merci de bien vouloir remplir une "déclaration d'intérêt" (le formulaire peut être téléchargé sur le site du Forum www.ertf.org ou obtenu auprès du Secrétariat) et de nous le retourner ensemble avec les documents demandés.

Le Forum des Roms et des gens du voyage signale l'abus d'un rapport de l'Agence européenne des droits fondamentaux dans le cadre d'une campagne contre les Roms

Strasbourg, 11 juillet 2007 - Le Forum européen des Roms et des gens du voyage a réagi à l'annonce faite par la presse italienne selon laquelle il y aurait actuellement 50 000 enfants mendiants en Italie, la plupart d'origine rom. L'ANSA, qui était à l'origine des articles, affirmait que la mendicité infantile constituait une affaire très lucrative et s'est rapportée à un rapport de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA). L'agence de presse a précisé que la FRA venait de lancer une campagne contre l'exploitation des enfants pour la mendicité.

Le Forum européen des Roms et des gens du voyage s'est renseigné auprès de l'Agence européenne des droits fondamentaux qui a affirmé ne pas avoir publié un tel rapport. Suite à l'enquête du Forum la FRA s'est également renseigné et a appris que la source de la campagne médiatique était un rapport de l'euro-parlementaire italienne Roberta Angelilli de l'*Alleanza Nazionale* (Alliance nationale) présenté quelques jours plus tôt à Rom.

Dans son rapport la parlementaire, qui est aussi la coordinatrice du bureau national pour les questions des enfants du parti d'extrême-droite, utilise des chiffres publiés par l'Agence pour souligner la situation alarmante des femmes et des enfants roms qui en fait des victimes de prédilection pour les réseaux criminels. Parsemé de photos de femmes et enfants en train de mendier le rapport fait partie d'une campagne de lutte contre la mendicité qui prend pour cible les Roms.

L'Italie est une nouvelle fois au centre d'une campagne raciste contre les Roms. Il y a à peine deux mois, Rome et d'autres villes d'Italie, a fait l'annonce d'un projet de relogement des Roms hors du centre de la ville, dans des «villages de solidarité» gardés par la police. Il y a deux semaines, le maire de Rome, Walter Veltroni, s'est rendu à Bucarest pour signer un accord de réadmission des étrangers clandestins avec les autorités roumaines. Il prévoit entre autre l'envoi d'agents de police roumains en Italie pour soutenir leur collègues italiens dans la lutte contre la prostitution, sur les problèmes de mineurs et la question des camps roms (voir le rapport ci-dessous).

«Nous sommes très inquiets par rapport à la campagne médiatique contre les Roms en Italie,» affirme Rudko Kawczynski, Président du Forum européen des Roms et des gens du voyage, dans une lettre adressée à Beate Winkler, Directrice en fonction de l'Agence européenne des droits fondamentaux, soulignant le lien entre la campagne médiatique et les mesures récentes contre les Roms en Italie. Il a demandé à Mme Winkler de faire usage de son droit de correction pour éviter que la renommée de son agence soit utilisée contre les Roms en Italie.

FERV

50,000 child beggars in Italy (Ansa, 6.07.07)

http://www.ansa.it/site/notizie/awnplus/english/news/2007-07-06_10694392.html

Infanzia negata: Futuro zero

<http://www.angelilli.it/doc/Dossier%20Convegno%204%20maggio.pdf>

Italy tells Romania: We don't want your Roma

<http://www.guardian.co.uk/italy/story/0,,2111620,00.html>

Le Forum des Roms rencontre le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés

Strasbourg, 27 juin 2007 - Karin Waringo, Administratrice Principale du Forum des Roms et des Gens du voyage, a eu l'occasion de rencontrer M. Antonio Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, en visite au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Karin Waringo a fait part des inquiétudes du Forum par rapport à la situation des réfugiés roms d'ex-Yougoslavie et a souligné le fait que beaucoup d'entre eux n'ont pas pu s'intégrer dans leur pays d'accueil. Elle a également soulevé la question des rapatriements forcés des Roms du Kosovo au Kosovo et en Serbie sur la base des accords de réadmission signés entre la Serbie et les gouvernements des pays d'accueil.

Elle a ajouté que le Forum partageait les craintes exprimées aux par Amnesty International dans son dernier rapport sur le retour des minorités au Kosovo à savoir que le fait que le HCR n'a pas renouvelé sa position sur la protection et le rapatriement des réfugiés pouvait encourager les gouvernements des pays d'accueil à préparer leur rapatriement (voir: <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/openssl.pdf?tbl=SUBSITES&id=4492bdaa2>).

M. Guterres a admis que le HCR était soumis à de fortes pressions de la part des gouvernements des pays d'accueil, en particulier des pays occidentaux, pour reviser sa position sur le Kosovo et le retour des réfugiés, mais qu'il s'y était opposé étant donné que

la situation au Kosovo n'avait pas changé. Il ajoutait également qu'il ne s'attendait pas à une amélioration de la situation dans un avenir proche.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies a affirmé que le HCR était opposé à des retours forcés au Kosovo et que son organisation tentait d'expliquer aux gouvernements des pays d'accueil qu'ils pouvaient facilement intégrer les réfugiés. Il a également déclaré que le HCR était confronté à d'autres situations dramatiques et que la situation des Roms du Kosovo n'était la plus grave. Il a notamment mentionné les pressions de la part de certains gouvernements européens pour le retour des réfugiés en Iraq et au Soudan et a affirmé que la priorité de son organisation était de préserver l'Europe comme une terre d'asile.

L'Administratrice Principale du Forum, Karin Waringo, a répondu que le Forum était conscient des efforts du HCR mais que son organisation aimerait voir le HCR s'exprimer plus clairement en public. Elle a notamment demandé au HCR de déclarer publiquement que la situation au Kosovo ne s'améliorera pas dans un avenir proche d'expliquer qu'un retour massif de réfugiés au Kosovo était impossible alors que c'était probablement le seul moyen d'assurer un minimum de sécurité pour les réfugiés. Elle a également demandé au HCR de s'exprimer sur les possibilités limitées d'accueil des réfugiés dans la région.

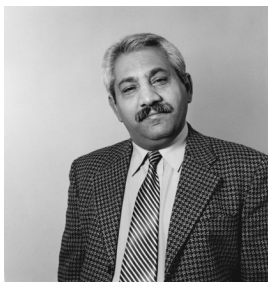
Mme Waringo a conclu en rappelant que le Forum souhaitait que l'ensem-

ble de ces questions soient traitées dans le cadre des négociations sur le statut du Kosovo, mais qu'aucun représentant des Roms n'avait été admis lors de ces négociations. Elle a transmis au Haut-Commissaire des Nations Unies le document résumant la position du Forum sur le Kosovo et qui aborde notamment la question du retour des réfugiés et a demandé au Haut-Commissaire de soutenir la demande du Forum de participer aux discussions sur l'avenir du Kosovo.

M. Guterres a répondu qu'il considérait comme hypocrite de ne pas inviter les Roms à prendre part aux négociations sur le statut alors qu'on insistait sur leur retour au Kosovo.

FERV

Le directeur pour les Droits de l'Homme se réunit à Prague



Rokycany 3.5.2007. Le Directeur pour les Droits de l'Homme s'est

réuni pour la première fois à Prague au mois de juin. La réunion a porté sur deux sujets d'actualité : la Charte européenne pour les Droits des Roms et la situation des Roms dans les pays nouveaux pays-

membres de l'Union Européenne. Soraya Post (Suède), Sebihana Skenderovska (Macédoine), Ilona Krokova (République Tchèque), Asmet Elezovski (Macédoine), Costel Vasile (Roumanie), Ladislav Bily (République Tchèque), Igor Malik (République Tchèque), Ondrej Gina (République Tchèque), Rudko Kawczynski (Allemagne) ont participé à la réunion. Mme Ina Streckenbach a assisté en tant qu'experte pour les questions légales.

La discussion a d'abord porté sur la situation des Roms dans les pays qui ont joint l'Union Européenne en 2004 et ensuite sur la situation dans les pays qui sont devenus membres en début de l'année. Il s'est avéré que le principal problème pour les Roms dans tous les pays est la ségrégation. M. Costel Vasile affirma: « Les Roms sont isolés dans des ghettos. Ils sont pauvres et sans travail. Ils ne peuvent pas profiter du développement économique dans leur pays. »

Lors de la discussion il est apparu que l'absence de documents personnels constitue également un grave problème. Ce problème existe au Kosovo, en République Tchèque et en Slovaquie où il fait suite à l'éclatement de la Tchécoslovaquie. Les participants ont aussi noté que les Droits de l'Homme et des citoyens des Roms n'étaient pas respectés.

Ils ont également abordé le projet de la rédaction par le Forum d'une Charte européenne pour les Droits des Roms [qui a été décidé lors de l'assemblée plénière du Forum de Novembre dernier]. Ils ont essayé de définir des revendications légales, culturelles et territoriales : Comment définir les Roms dans les différents pays? Comment pouvons-nous préserver notre langue? Qu'est-ce que nous devons faire avec notre culture et tradition ?

Est-ce qu'il convient de définir les Roms comme un peu-

ple transnational ?

La Charte européenne des Droits des Roms devrait fournir une réponse à ces questions. Elle devra avoir un statut légal et être respectée comme un document européen.

À la fin de la réunion les participants ont décidé de lancer une campagne sur le sujet : « Nous sommes l'Europe! »

Quatre commissions ont été établies :

Droits civils, responsable : Costel Vasile

La question des familles et des femmes : Soraya Post

Migration : Asmet Elezovski

Les droits des jeunes et des enfants: Sebihana Skenderovska

Chaque commission sera constituée de 5 à 7 personnes. Les présidents des différentes commissions organiseront chacun une réunion et développeront un plan d'action avant la fin 2007. Les commissions soumettront une proposition de budget et établiront des contacts avec les différents organismes travaillant sur les mêmes questions.

En outre, les directorats développeront un système permettant d'améliorer la communication et la coopération entre eux. Sur un niveau global Mme. Miranda Vuolasranta essaiera de développer un plan pour une meilleure coordination entre les différents organes du Forum: le comité exécutif, le secrétariat, les directorats, les commissions, les délégués, les organisations roms et les organisations internationales.

Outre les personnes présentes d'autres personnes, des délégués de la Slovaquie, de la Bulgarie et de la Hongrie étaient également invités, mais n'ont pas pu prendre part. Ils ont déclaré vouloir participer aux discussions sur la situation des Roms dans leur pays.

Ondrej Gina, responsable du Directeur des Droits de l'Homme

Contact: onderj.gina@centrum.cz

En bref

La Commission Européenne devrait rappeler aux Etats-membres leurs responsabilités envers les Roms

À l'occasion de l'arrivée de plusieurs centaines de Roms en Irlande et dans d'autres Etats de l'Union Européenne, le Président du Forum européen des Roms et des gens du voyage a écrit à la Commission Européenne pour exprimer son inquiétude que les nouveaux Etats membres d'Union puissent se servir de la liberté de circulation nouvellement acquise pour se débarrasser de leurs Roms.

Il a demandé à la Commission Européenne de prendre l'avance sur la question des droits des Roms et de poursuivre toute infraction contre la législation européenne contre la discrimination avec la même vigueur que d'autres infractions au Traité de l'Union.

Elections en Italie

Le 25 avril 2007, l'Unione Nazionale ed Internazionale Rom e Sinti in Italia (U.N.I.R.S.I.) a organisé les élections nationales en Italie. Dix organisations ont pris part au vote au terme duquel MM. Kasim Cizmic et Santino Spinelli ont été élus délégués nationaux du Forum.

Le Président du Forum, M. Rudko Kawczynski, qui était présent lors des élections, les a qualifié de pas important pour renforcer la présence du Forum en Europe.

Court répit pour les réfugiés kosovars en Bosnie

Le Forum a obtenu une prolongation du statut temporaire accordés aux réfugiés du Kosovo en Bosnie-Herzégovine. Suite à une lettre des réfugiés du camps de Stankovac, le Président du Forum, Rudko Kawczynski a écrit aux autorités bosniaques leur demandant de solution durable pour les réfugiés roms du Kosovo et de leur garantir un droit de séjour permanent.

Une copie de cette lettre a été envoyée au bureau du Commissaire pour les droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, M. Thomas Hammarberg qui s'est à son tour adressé aux autorités bosniaques.

Le 29 juin 2007, un jour avant la date-butoir, le Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine a finalement décidé de prolonger de trois mois le statut de protection temporaire accordé aux réfugiés du Kosovo. Le Forum a obtenu confirmation que le Commissaire pour les droits de l'Homme poursuivra ses négociations avec les autorités bosniaques afin de trouver une solution durable pour les réfugiés.

Rencontre entre le Forum et le Comité Economique et Social

Le Forum Européen des Roms et des gens du voyage a rencontré les représentants du Comité économique et social européen afin de discuter du contenu d'un avis sur l'intégration des Roms en Europe. La Commission européenne a demandé au Comité économique et social de s'exprimer sur cette question, et le Forum sera étroitement associé à ce processus.

Le Forum soumet son rapport d'activités au Conseil de l'Europe

Dans le cadre de la procédure de reconduction de l'accord de partenariat entre le Forum européen des Roms et des gens du voyage et le Conseil de l'Europe, le Forum vient de soumettre son rapport d'activités au Comité des Ministres.

Le rapport qui porte sur les activités du Forum depuis la signature de l'accord de partenariat sera discuté par le Groupe de rapporteurs sur les questions sociales et de Santé (GR-SOC) le 20 Septembre 2007. Celui-ci devra alors s'exprimer sur la reconduction de l'accord de partenariat.

Le Forum soumet un nouveau projet à la Commission

Dans le cadre du nouvel appel d'offres de la Commission européenne pour un partenariat avec un réseau de défense des droits des Roms le Forum a soumis une nouvelle demande de financement.

Comme l'appel porte sur trois ans le Forum espère pouvoir ouvrir un bureau à Bruxelles ce qui lui permettra de se concentrer d'avantage sur les politiques communautaires.

Le Forum avait remporté un premier appel d'offres en 2006 ce qui lui a permis de développer ses activités liées aux questions communautaires. Ainsi le Forum organisera une conférence de deux jours sur l'impact des politiques communautaires sur la situation des Roms à l'issue de l'Assemblée plénière en novembre (voir agenda).

Les préparatifs pour l'Assemblée plénière 2007 ont été lancés

Le Secrétariat a entamé les préparatifs pour la troisième Assemblée plénière du Forum qui aura lieu à Strasbourg du 26 au 28 novembre 2007. Les pré-réservations pour les chambres d'hôtels et les salles de réunion ont été faites, les invitations envoyées aux délégués du Forum et aux invités officiels.

Nomination des auditeurs internes

Suite aux candidatures reçues le Président du Forum européen des Roms et des Gens du voyage, M. Rudko Kawczynski, et le Président de l'Assemblée plénière, M. Dragan Jevremovic viennent de nommer les personnes qui conduiront l'audit interne du Forum en 2007. Il s'agit de M. Gjuner Abdula, délégué néerlandais du Forum, M. Eric Stotterup-Thomsen, délégué danois du Forum et M. Dominique Steinberger, représentant de FERYP. Ils soumettront leur rapport à l'Assemblée plénière en novembre.

Conférences et réunions

OSCE Human Dimension Implementation Meeting, 24 septembre - 5 octobre 2007, Varsovie

3^{ème} Assemblée Plénière du Forum européen des Roms et des gens du Voyage, 26 - 28 novembre 2007, Strasbourg

Mirage ou miracle? - L'impact des politiques communautaires sur la situation des Roms, conférence FERC, 28 - 29 novembre 2007, Strasbourg

Bourses et financements

(en anglais)

Minority Rights in Practice in South Eastern Europe (2004-2008) centers in the region to confront issues the Fund believes critical to open society.

The equal participation of ethnic minorities is a major challenge for the sustainability of democratic transition in South Eastern Europe. Respecting and practicing minority rights is also a key factor for the European integration of the countries of this region.

With the "Minority Rights in Practice in SEE" project, the Foundation aims to support action plans and initiatives aiming at fostering policy change at local, national and international levels in order to overcome discrimination and advocate for the effective participation of ethnic minorities.

Open Society Institute - New Response Projects

Recent political developments in Central Europe demonstrate that populism and anti-democratic values continue to thrive in some new EU member states. An increasing number of governments show little interest in independent oversight of government activities, protection of minority rights, media independence and the rule of law. Public discourse in some of the new EU member states has taken a particularly negative turn with attacks against vulnerable groups and minority communities as well as against NGOs promoting tolerance and accountability. Debates within EU member states on issues such as immigration and security exacerbate negative discourse at the local level. Civil society in the region seems ill-prepared to counter these illiberal tendencies systematically and consistently.

Most think tank leaders agree that more should be done, and that liberal democratic values are at the core of their missions. However, given the current funding environment, tackling these types of issues is increasingly difficult. The Think Tank Fund response is to establish a competitive project fund that will support established policy

By funding Open Society New Response Projects, the Think Tank Fund aims to support independent policy centers in the Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland, Slovakia and Slovenia to promote policy research and alternatives on political and social issues critical to effective and accountable democratic governance in their own countries. Open Society New Response Projects should reflect the core values of the applicant organization as well as tackle key social and political policy areas

Open Society New Response Projects will provide think tanks in the region with the opportunity to:

- Sustain their work on sensitive and unpopular social and political issues, particularly work that seeks to improve the position of disadvantaged and marginalized groups
- Promote transparent and effective democratic processes in their countries and to counteract illiberal tendencies
- Advance systems for monitoring the performance of governmental institutions in ensuring tolerance and public accountability.

The issues to be addressed should be important in the policy context of the applicant's country and linked with the promotion of open society values. Applicants should have already undertaken similar research and policy work for a number of years. They should clearly demonstrate that the proposed research is in line with their missions. Funding requests can be related to new initiatives or to ongoing activities that require funding. Similar to its guidelines for core funding, the Think Tank Fund will avoid providing support for single-issue think tanks and funding for individual projects that fall within the mandates of other OSI programs.

In line with the aim of the Think Tank Fund of fostering inclusive policy change, Open Society New Response Pro-

jects should increase public participation in policy discussions, influence public policy discourse and help to shape the policy agenda. Projects should aim to address the full policy cycle and reach out to relevant stakeholders. Priority will be given to research and policymaking that directly respond to threats to liberal democratic governance and promotes open society values.

Prior to sending a full proposal, applicants should submit a brief concept paper of no more than 2-3 pages. The Think Tank Fund will use this paper to determine whether projects meet its current funding priorities and guidelines. The concept paper should include:

- Brief description of the project and the issue(s) it addresses
- Overview of the planned activities and methodology to be utilized
- Short description of the applicant organization and its mission
- Estimated overall budget and timeframe for the project.

Based on a review of the concept paper, grant applicants may be invited to submit a full application. A full proposal should provide a description of the Open Society New Response Project and background information on the context and rationale for the project. In addition, the proposal should provide a detailed activity plan that highlights the expected outcomes of the project and benchmarks for assessing the project's impact. Finally, the proposal should discuss how the project fits within the organization's broader project portfolio and its overall agenda. The narrative part of the proposal should not exceed 10-15 pages. Other relevant information, such as an organizational history, a full institutional budget, and examples of previous policy products, should be appended. Applicant organizations should also provide a detailed project budget and implementation plan. The requested grant should constitute no more than 20 percent of the group's total annual budget. Priority will be given to projects that can demonstrate co-funding. Grants will not exceed \$75,000 per year and can be up to three years in length.

Applicants should submit a concept paper by email to the Human Rights and Governance Grants Program. The OSI Policy Advisory Board will take the final funding decisions, and grants will be awarded on a matching-funds basis. There are no deadlines for the submission of proposals, but interested organizations are recommended to contact the Program for more information prior to submitting a full proposal. Once a complete application has been received, it typically takes about three months to complete the application review process and deliver a decision.

Application deadline: continuous

More information

Website:

http://www.soros.org/initiatives/hrggp/focus_areas/think/guidelines#bottom

E-mail: Uhrggp_policy@osi.hu (Goran Buldioski)

Offres d'emploi

Stages au Secrétariat du Forum

Le Forum européen des Roms et des gens du voyage cherche des stagiaires pour assister le Secrétariat dans les préparatifs de l'assemblée plénière 2007 et la conférence européenne qui la suivra (26 -29 novembre 2007).

Description des tâches:

- aide dans la préparation et l'envoi de documents;
- aide dans l'organisation des voyages et réservation de chambres
- répondre au courrier et au téléphone;
- archivage et gestion de banques de données.

Profil requis:

- Diplôme universitaire ou expérience similaire dans le domaine des ONGs;
- pratique courante, orale et écrite, de l'anglais ou du français et du romani (obligatoire);
- pratique des logiciels usuels;
- contacts aisés;
- grande motivation et adaptabilité.

Les personnes intéressées devront soumettre leur CV et leur lettre de motivation au Secrétariat du Forum:

European Roma and Travellers Forum
c/o Council of Europe
Bâtiment G
1 quai Jacoutot
F - 67 075 Strasbourg

e-mail: ertf@ertf.org or ertf@coe.int

OSCE Internship programs

The OSCE offers a limited number of places for interns which are filled subject to current needs and facilities of various Departments. The internship usually lasts between two and six months. An internship does not constitute a commitment to future employment with the OSCE. Currently, the OSCE is not in a position to provide financial assistance to the selected interns.

More info available at: <http://www.osce.org/employment/13111.html>

Council of Europe Internship programme

The Council of Europe's traineeship scheme consists of a three-month period.

Candidates can choose between :

January to March
April to June
October to December.

Complete information is available on the web site : <http://www.coe.int/t/e/human%5Fresources/jobs/11%5FTraineeship%5Fopportunities/>

Who can apply ?

Nationals of one of the Council of Europe's member states. If you are interested to do the traineeship at the Roma and Travellers Division, please send us a copy of your application to : eleni.tsetsekou@coe.int.

Application deadline

Application forms for 2007 should be completed and arrive at the Council of Europe headquarters no later than 30 September 2007.